



Lionel Bonaventure/AFP

les frontières n'existent plus que pour les voyageurs, si l'on excepte l'Union européenne, capitaux, données, entreprises s'en exonérant sans contrainte. En cela, les géants du numérique, que l'on résume souvent à l'acronyme Gafam (pour Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), en sont l'illustration. Ces grandes multinationales du numérique, plus riches que beaucoup d'États de la planète, ne connaissent pas les frontières. L'essentiel de leur chiffre d'affaires ne correspond pas à des ventes de produits mais de services, à l'exploitation de données, souvent de nos données personnelles, ou à la vente de contenus publicitaires. Cette nouvelle forme d'économie n'est pas à combattre, au risque de rater, encore une fois, un tournant technologique, économique et industriel majeur. Nous devons nous adapter pour en saisir les opportunités, sans pour autant renoncer à notre modèle social.

C'est le sens du projet que porte la liste « Renaissance » dans le cadre des élections au Parlement européen : nous voulons une taxation européenne des géants du numérique. Le marché européen est primordial pour ces entreprises, notre capacité à le réglementer l'est tout autant. Nous devons travailler à une taxation commune de ces entreprises. Aujourd'hui, en Europe, le taux d'imposition sur les sociétés diffère tant d'un pays à l'autre que ces firmes profitent de pouvoir s'implanter dans de petits pays au taux d'imposition plus généreux pour collecter les bénéfices accumulés dans le reste de l'Europe. En moyenne, les TPE/PME européennes paient 23 % d'impôt sur les sociétés, contre 8,5 % pour les Gafam. En 2015, par exemple, pour 618 millions d'euros de chiffre d'affaires déclarés (contre près de 5,76 milliards d'euros estimés), Apple n'a payé que 13 millions d'euros d'impôts en France. Par le biais de domiciliations de bénéfices au Luxembourg ou en

**EN 2015,
LES GAFAM PESAIENT
1 675 MILLIARDS
DE DOLLARS, CONTRE
1 131 MILLIARDS DE
DOLLARS POUR TOUTES
LES ENTREPRISES
FRANÇAISES COTÉES
AU CAC 40.**

Irlande, parfois même dans des pays ne disposant que d'un siège fantôme sans aucun employé, ces entreprises optimisent leurs déclarations d'impôts et, en cela, s'exonèrent du financement de notre modèle social, celui qui permet le niveau de vie de leurs consommateurs. Ils ne financent pas non plus nos écoles, nos universités, nos écoles d'ingénieurs dans lesquelles ils viennent recruter des compétences qui souvent s'expatrient, et créent leurs bénéfices de demain.

La France a très récemment légiféré seule, en l'absence d'un accord à l'échelle européenne, sur le sujet : près de 500 millions d'euros seront ainsi perçus en 2019. Mais c'est bien à l'échelle de l'Europe, afin de lutter contre le dumping fiscal pratiqué au sein même de l'espace économique européen, que cette réglementation doit prendre forme. Nous devons harmoniser nos politiques fiscales, qui ne doivent pas encourager le moins-disant avec une compétition acharnée qui détruira nos modèles sociaux, ni entraîner une hausse inconsiderée de l'impôt sur les sociétés des pays fiscalement généreux au risque de détruire de nombreux emplois. L'harmonisation doit se faire sous la forme d'une convergence concertée qui doit contraindre toutes les entreprises à une règle claire : payer ce qu'elles doivent là où elles font des bénéfices. En cela, l'Europe démontrera qu'elle n'est pas simplement un marché, ni un espace économique, mais bien une puissance capable de protéger ses entreprises, ses consommateurs et son modèle social. ●

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR
L'HUMANITÉ.FR

LA CHRONIQUE
ÉCONOMIQUE DE
PIERRE IVORRA



Pierre Ivorra

À quoi servent les banques ?

Les banques nous donnent de multiples raisons de mettre en cause leur activité : scandale des Panama Papers, fraude fiscale, financements illicites, politique du crédit pilotée par le souci de faire toujours plus d'argent au détriment de l'emploi, des services publics, de la qualité de vie des peuples, de l'environnement... La liste des affaires ou des pratiques douteuses est bien longue et tend à donner à penser que le système bancaire est prédateur par essence. Les banques jouent ainsi un rôle central dans le développement des marchés financiers : elles y interviennent directement et, en outre, elles leur aliènent leur capacité à créer de la monnaie, à distribuer du crédit.

Cela conduit des intellectuels, certaines associations à préconiser de se dispenser de leur concours, à essayer de se passer de l'outil du crédit, et même, parfois, à réclamer que l'on arrête de rembourser les dettes contractées

L'appel à se passer du crédit, ce n'est rien d'autre qu'une façon de capituler face à l'omnipotence de la finance.

après d'elles et d'autres acteurs de la finance. Certes, il paraît opportun de réclamer dans tel ou tel cas l'annulation ou la renégociation de certaines dettes, c'est ce qui a été fait en partie avec les emprunts toxiques, indexés notamment sur les cours du franc suisse, que certaines banques ont placé sans scrupule à des collectivités locales et des services publics.

Pour autant, le non-remboursement systématique des dettes ne pourrait que provoquer un krach financier pire que celui de 2008, et c'est d'ailleurs ce qui risque de se produire d'ici peu, indépendamment des velléités de nos pourfendeurs du système bancaire, en raison, tout simplement, de la crise actuelle du système capitaliste. Le refus de rembourser les dettes ou l'incapacité de le faire n'auraient pas qu'un effet désastreux sur le système financier ; en France, par exemple, ils mettraient KO tout notre système de retraite complémentaire. D'autres dispositions, bien plus efficaces et moins dangereuses, peuvent permettre de réduire cette « montagne » de dettes.

Quant à l'appel à se passer du crédit, ce n'est rien d'autre qu'une façon de capituler face à l'omnipotence de la finance. Cela revient à considérer que l'on ne peut pas créer de rapport de forces suffisant pour imposer aux dirigeants politiques et à la caste qui pilote les banques une transformation radicale de la politique du crédit en France et en Europe, obtenir que les activités à visée sociale, que les services publics puissent être financés sans intérêt, ou qu'il est impossible d'utiliser de manière efficace et utile socialement la capacité de la Banque centrale européenne à créer de la monnaie. Changeons les banques et le crédit ! ●